Regard sur le dernier jour du congrès de fondation du NPA

lundi 9 février 2009, par ALLIES Stéphane (Date de rédaction antérieure : 8 février 2009).

Sommaire

- La minorité de la LCR sanction
- Deux heures de débat européen
- PC et PG dubitatifs

L'image a de quoi surprendre, pour qui connaît les relations tumultueuses entre communistes et trotskystes. Samedi 7 février, à la Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), L'Humanité est distribuée gratuitement à l'entrée du congrès du Nouveau parti anticapitaliste (NPA). *« Quel retournement de l'histoire*, rigolent François Sabado et Alain Krivine à la façon des papys du Muppet Show. I*l y a quarante ans, on se faisait taper quand on distribuait Rouge à l'entrée des réunions du PCF. »*

Les deux figures historiques de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) sont désormais cantonnées à la blague, mais gardent un œil sur le nouveau parti qu'ils ont encouragé, derrière Olivier Besancenot. À peine né, celui-ci est déjà confronté à la réalité électorale, alors que Jean-Luc Mélenchon et le PCF adressent un « message » au NPA… paru samedi dans *L'Humanité*.

Car si les 654 délégués du Nouveau parti anticapitaliste ont choisi de conserver le nom transitoire de leur nouvelle organisation et de se donner comme base *« le socialisme du XXIe siècle »* (après deux votes assez serrés – autour de 30 voix d'écart –, où ils furent concurrencés par le « Parti anticapitaliste révolutionnaire » et le seul « socialisme » comme principe directeur), le débat le plus intense de la journée s'est cristallisé autour de la participation au front de gauche, en vue des européennes de juin prochain. Un amendement soumis au vote des congrès locaux et déposé par le comité de Clermont-Ferrand qui n'avait pourtant recueilli que 17,3% de 4.448 votants. Mais 20% s'étaient alors abstenus.

Pour autant, une frange unitaire du NPA a choisi de porter le débat autour du front lors du congrès. Après avoir phosphoré ensemble, les représentants du comité de Clermont (Puy-de-Dôme), de la tendance Unir (minoritaire de la LCR) et d'une quinzaine de membres de divers comités locaux ont rassemblé leurs amendements en un texte destiné à faire bouger les lignes lors du débat sur la stratégie européenne, discuté en commission samedi et en séance plénière dimanche 8 février.

La minorité de la LCR sanctionnée par les délégués

Dimanche matin, après trois interventions en faveur de chacune des orientations proposées, le résultat a été net : 76% en faveur du texte de la nouvelle direction (conditionnant sa participation à la garantie que PC et PG demeurent indépendants du PS lors des prochaines régionales), puis 16,7% pour le texte des « unionistes » (qui plaident pour un débouché électoral aux luttes sociales). Les scrutins étaient séparés au lieu d'être opposés l'un à l'autre dans un même vote, car jugés *« non contradictoires entre eux mais reflétant deux degrés différents de l'appréhension de la situation*

politique ».

Avec le regard de celui qui se met en retrait mais entend tout de même porter la parole d'un courant « intello-marxiste » au NPA (via un cercle de réflexion qui prendra le nom de Louise-Michel [1]), le philosophe Daniel Bensaïd décrypte, en faisant survivre le jargon trotskyste et l'axe gauche/droite anticapitaliste interne : *« Ces votes montrent qu'il y a 15% de droitiers dans le NPA mais comme il y a à peu près autant de gauchistes, ça s'équilibre. »* Lui veut retenir que *« la gestion des débats, qui ont été très intenses et représentatifs de la diversité de cultures politiques, a été vachement bien menée ». « La nouvelle direction a conquis sa légitimité »*, assure-t-il.

L'élection de cette nouvelle direction, dimanche après-midi, n'a pas été un fleuve tranquille. Revendiquant une présence dans le conseil national proportionnelle aux 16,7% en faveur de l'alliance électorale, le courant Unir s'est vu opposer une fin de non-recevoir. Leur leader Christian Picquet n'a pas été élu par les délégués. *« Ils se sont mis d'eux-mêmes en travers du congrès*, regrette Pierre-François Grond, l'un des dirigeants de la LCR et du NPA. Ils ont cru qu'on était encore à la Ligue, mais on a trois fois plus de militants. *À force de faire dans la provocation contre le NPA, ils ont braqué tout le monde. On a dû se battre pour assurer la présence de 13 des leurs, au nom du pluralisme. »*

Le conseil national regroupe 191 membres, dont 42% viennent de la LCR. La fraction L'étincelle, récemment exclue de LO, conserve un statut d'observateur, tandis que la Gauche révolutionnaire voit deux des siens au conseil national. La parité homme/femme, une règle statutaire du NPA, est respectée malgré le surplus initial de candidatures masculines. Et l'on se dit satisfait de *« l'équilibre intergénérationnel et interculturel »*.

Au sortir du congrès, les effectifs dépassent les 9.000 cartes, mais on en espère rapidement 12 voire 15.000, crise sociale et élections aidant. Une grille d'adhésion « discount » a été mise en place (5 euros par mois pour les salaires de moins de 1.000 euros, 10 euros entre 1.000 et 1.500, 20 euros entre 1.500 et 2.000 euros). Le budget soumis au vote avoisine les 1,5 million d'euros. Quant aux locaux, la LCR fait don des siens.

Mais si le parti a réussi sa mise sur les rails, ses premiers pas devant les urnes ont fait débat. Samedi matin en commission, on a pu avoir un aperçu de l'hétérogénéité du NPA. Ils ont été 62 à prendre la parole, deux minutes chacun, pour exprimer leur ressenti face au premier grain de sable dans la mécanique anticapitaliste.

Deux heures de débat européen

Dans la salle, sous les yeux de la presse et d'Eric Coquerel, secrétaire national du Parti de gauche (PG) aux relations extérieures, l'ambiance est respectueuse mais franche, virile mais correcte. Au fond contre le mur, deux des figures de la stratégie frontiste espèrent que cette séance de parole libre pourra faire bouger les lignes. Alain Laffont (élu municipal de Clermont-Ferrand) et Christian Picquet (chef de file de la tendance Unir, minorité de l'ex-LCR) écoutent avec joie un gros tiers des interventions prôner l'alliance électorale. Mais la majorité a fait entendre sa méfiance envers les intentions stratégiques et programmatiques du front de gauche PG/PCF.

De ces deux heures et demie de témoignages divers, on en retiendra sept. Celui de « Sammy de Marseille » (en fait Samuel Joshua, un historique de la Ligue), qui a le premier prévenu : *« La question capitale, c'est celle du contenu politique. Tout le monde sait pourquoi le PCF veut ce front, pour sauver ses élus et après ils retourneront avec le PS. On veut bien l'unité, mais dans la clarté. »* Catherine Jouanneau, une institutrice du Val-de-Marne, nouvelle militante devenue tête de file de

l'amendement alternatif, a rétorqué : *« Il ne s'agit pas d'avaler notre chapeau, mais ne soyons pas paralysés non plus par la crainte que le PCF et le PG puissent revenir vers les socialistes. Ne posons pas 21 conditions comme au congrès de Tours* [qui avait séparé socialistes et communistes en 1920], *et acceptons d'entrer dans une âpre négociation, en mettant des « taquets » au bon endroit. »*

Un des « taquets » le plus évoqués fut la divergence sur le nucléaire, souvent jugée comme rédhibitoire si jamais une négociation « sur le fond » avait lieu entre partenaires d'un front de gauche. D'autres abordant les divergences sur le terrain, à propos du TGV ou des langues régionales. Morand, un jeune du NPA Nancy, tempère : *« On a pas la même ligne que LO sur le nucléaire, mais ça n'a pas empêché de faire alliance avec eux aux européennes par le passé. »* Martine, de Bayonne (Pyrénées-Atlantique), contre-attaque : *« On peut toujours dire que ces débats n'ont pas de rapport direct avec l'Europe mais on ne peut pas non plus s'asseoir sur nos principes ! »* D'autres, comme France, jeune étudiante parisienne, ont invoqué le principe de réalité électorale : *« Après la victoire de l'unité du référendum européen en 2005, on a gagné dans la rue avec le CPE. Les victoires électorales entraînent les victoires dans les luttes. On ne peut pas prendre le risque de ne pas envoyer zéro député au parlement européen pour porter la parole anticapitaliste. »*

À l'inverse, Arnaud, un jeune homme en jogging et casquette, exprime son ressenti d'une voix mi-chaude mi-rauque au rythme saccadé, lui donnant des faux airs de slam à la Grand corps malade : *« Moi je suis pour le boycott des élections… Une campagne, ça coûte 900.000 euros… On saurait quoi en faire… Quand je vois les caméras autour d'Oliver Besancenot… Ben, ça donne pas envie ! Et puis, franchement, Mélenchon, j'ai aucune confiance en toi ! »* Séverine use, elle, de la métaphore sémantico-identitaire : *« On crée un parti anticapitaliste, et on voudrait faire une alliance avec des antilibéraux, qui proposent des plans de relance du capitalisme. Nous, on veut une vraie rupture. »*

PC et PG dubitatifs

À la fin de cette intense confrontation de points de vue, Alain Laffont frise sa barbe grise, plutôt content *« d'avoir marqué quelques points, au moins de permettre au dialogue stratégique de continuer »*. Selon ce conseiller municipal de Clermont-Ferrand, l'un des rares élus expérimentés de la LCR, qui a recueilli 15% au deuxième tour des dernières municipales : *« Les élections, ce n'est que de la tactique : une liste commune avec le PG et le PCF créerait l'événement politique. Leur demander d'être avec nous aux prochaines régionales, c'est un peu hypocrite. Dans ce cas là, il faudrait être cohérent jusqu'au bout et leur demander de démissionner dès maintenant de leurs mandats régionaux, où ils sont dans les majorités socialistes. »*

À la tribune, l'un des responsables du courant Unir (ex-LCR), Francis Sitel, s'est fait plus lyrique : *« L'unité des forces ouvrières est une impérieuse nécessité. Discutons de l'unité devant un juge, le peuple de gauche. »*

De leur côté, les hypothétiques partenaires du NPA font la moue. Attentif et présent tout au long du débat, Eric Coquerel (PG) voit un point positif à l'issue du débat : *« Ça s'est imposé comme une question centrale de leur congrès. »* Mais pour le reste, il encaisse : *« Nous attendons leurs propositions mais ce ne doit pas être des conditions. Pour une campagne électorale, on a pas besoin de problèmes de contenu. L'essentiel, c'est de réunir une majorité électorale sur un programme de rupture. »*

À la fin du congrès, Pierre Laurent ne peut s'empêcher de lâcher : *« Les vieux réflexes ont la vie dure. »* Pour le nouveau n°2 du PCF, présent dimanche, *« on est face à une position pleine de préalables et de faux-fuyants ». « Si on nous demande de faire perdre la gauche aux régionales, à un an de la présidentielle, ça va être compliqué*, ajoute-t-il. *De toute façon, le front de gauche existe*

déjà et a commencé sa campagne. » Pas sûr qu'on distribuera encore gratuitement *L'Huma* à la porte du prochain congrès du NPA.

P.-S.

* Paru sur Médiapart sous le titre « Le NPA se passerait bien d'un « front de gauche » avec Mélenchon et le PC » :

http://www.mediapart.fr

Notes

[1] Voir http://www.mediapart.fr/journal/fra...